

LES TERRITOIRES FACE À LA **CRISE SANITAIRE**

#8

 **Supplément COVID-19**
juillet 2020

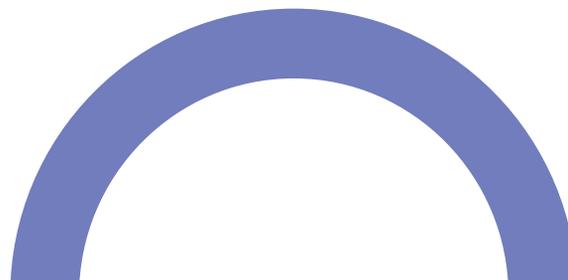


QUELS IMPACTS DE **LA COVID-19** SUR LES VILLES ET TERRITOIRES ?

Arrêt brutal de l'économie, villes en service minimum réduites aux fonctions vitales, confinement massif à domicile: la crise liée à l'épidémie de COVID-19 a agi comme révélateur des ressources mais aussi des vulnérabilités des villes, dans lesquelles quatre milliards d'individus dans le monde se sont retrouvés confinés en avril 2020. Cette pause forcée réinterroge nos modes de vie urbains sous l'angle du rapport au temps, à l'espace, aux autres et à l'essentiel.

La crise apparaît pour nombre d'élus, de philosophes, sociologues, géographes, urbanistes, architectes, comme une formidable opportunité de réinventer un modèle de ville plus favorable à l'environnement et à l'humain. Face à une situation qui pourrait se reproduire dans les décennies à venir et dont le coronavirus ferait office de « répétition générale, de crash test pour les sociétés humaines » selon les propos d'Edouard Bard, professeur au Collège de France, quels enseignements peut-on tirer de cette crise ?

Cette note analyse dans un premier temps les **vulnérabilités** et les **ressources** révélées par la crise, du point de vue des territoires. Elle explore dans un second temps les nouveaux **usages** liés à la crise et leur incarnation dans les projets d'aménagement et les produits immobiliers, avant de conclure par l'incidence sur les **modèles** urbains et les modes d'action urbanistiques.





Vulnérabilités

Le déséquilibre global des écosystèmes nourrit nos vulnérabilités face au risque de pandémies animales, et demain, celui du déclin de la biodiversité

Apparu en Chine fin 2019 dans des circonstances qui demeurent encore inconnues (mais probablement liées à un vecteur animal), le coronavirus SARS-CoV-2 rejoint la lignée des virus dont la mise en contact avec l'Homme découle de la pression sur l'environnement. Réchauffement climatique, déforestation, expansion agricole et multiplication des fronts d'urbanisation accentuent les interfaces homme-animal. Les aires de répartition des moustiques vecteurs d'agents pathogènes s'étendent et les contacts avec les réservoirs naturels de pathogènes s'accroissent, multipliant ainsi les risques de pandémie animale.

L'émergence de ce virus confirme la pertinence d'une nouvelle approche des politiques de santé envisagée dès les années 2000 par l'OIE (Organisation Mondiale de la santé animale), et reprise par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), qui tient compte des **liens et interdépendances entre santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes: «One Health»**, une seule santé.

Nos modèles actuels de croissance et de développement alimentent nos propres vulnérabilités et la crise vient nous rappeler l'extrême nécessité de tendre vers un équilibre global des écosystèmes. Nous sommes aujourd'hui frappés par les risques liés aux composantes animales mais nous ferons face demain, à une menace encore plus importante, celle du déclin de la biodiversité, qui concerne directement notre sécurité alimentaire. Plus que jamais, nos modèles de développement territorial doivent maîtriser l'étalement urbain et lutter contre l'artificialisation des sols.



L'approche globale par les déterminants de santé, et sa lecture territoriale, sont nécessaires pour réduire les vulnérabilités face au virus

Des bilans épidémiologiques réalisés quotidiennement par les agences nationales de santé publique, dessinent des profils de vulnérabilité face au virus.

Fin mai 2020, selon les chiffres de Santé Publique France, **77 % des patients admis en unités de soins intensifs présentaient au moins une comorbidité**. Parmi les pathologies aggravantes des malades en réanimation, l'obésité, le diabète, les pathologies cardiaques et les pathologies pulmonaires étaient les plus représentées.

4

Ce lien établi entre maladies chroniques et vulnérabilité face aux épidémies infectieuses confirme la nécessité de s'attaquer aux facteurs de risques qui puisent largement leurs racines dans nos modes de vie et de consommation (consommation d'alcool ou de tabac, rythme de vie intense, alimentation) et la qualité de nos cadres de vie. La concentration urbaine, en particulier, est source de forte exposition aux facteurs de risque du fait de configurations pouvant favoriser la sédentarité et des rythmes de vie intenses ainsi qu'une exposition continue aux pollutions.

Si le lien de causalité n'est pas encore démontré scientifiquement, plusieurs études interrogent la corrélation entre pollution de l'air et mortalité liée à la COVID-19.



77%

des patients admis en unités de soins intensifs présentaient au moins une comorbidité

Santé Publique France -
Mai 2020

“ Nous n'avons prêté attention ni aux phénomènes de résistance aux antibiotiques, ni aux liens entre environnement et santé, moins encore aux inégalités d'accès aux soins et d'espérance de vie qui persistent voire s'accroissent. Il nous faut désormais à la fois accélérer l'adaptation du système de santé à l'accompagnement et au suivi des maladies chroniques et créer les conditions pour faire face à des épidémies fulgurantes et mortelles qui risquent de s'installer de manière récurrente ”

Gaby Bonnant et Etienne Caniard,

spécialistes des questions de santé, respectivement ex-président de l'Unedic et membre du Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie, et ex-président de la Mutualité Française et membre de la Haute Autorité de Santé, dans une tribune au « Monde »

COVID-19 et pollution

Une étude de Yaron Ogen, chercheur à l'Université Martin Luther Halle-Wittenberg, menée sur 66 régions d'Italie, d'Espagne, de France et d'Allemagne montrait

que 78% des décès liés au COVID-19 l'étaient dans les régions présentant les plus fortes concentrations de NO₂ (dioxyde d'azote) combinées à un flux d'air descendant qui empêche une dispersion efficace de la pollution atmosphérique.

L'exposition à long terme à ce polluant pourrait ainsi être un facteur de la mortalité causée par la COVID-19 dans ces régions.



Ces premières analyses confirment la pertinence d'une approche globale de la santé et de ses déterminants: outre les caractéristiques biologiques individuelles, de nombreux facteurs comportementaux, environnementaux et socio-culturels s'imbriquent pour déterminer notre état de santé. Le cas de la Seine-Saint-Denis, département fortement touché par l'épidémie de COVID-19 est particulièrement évocateur.

Selon une infographie réalisée par Le Monde à partir de données de l'Insee et de l'Observatoire régional de santé Île-de-France, la surmortalité a bondi de près de 130% entre le 1^{er} mars et le 27 avril 2020 par rapport à la même période en 2019, une augmentation deux fois plus importante que dans d'autres départements de la grande couronne francilienne (+67% dans les Yvelines et +65% en Seine-et-Marne). En cause, les inégalités d'ordre économique, sanitaire et social dont souffre le département: précarité et pauvreté, désert médicaux, comorbidité et promiscuité dans l'habitat.

À ces inégalités face au virus lui-même s'en ajoutent d'autres, latentes et liées aux mesures de confinement, dont les effets ne se révéleront qu'à plus long terme. L'expérience de ces deux mois d'enseignement à distance risque de creuser les inégalités scolaires, notamment pour celles et ceux à qui l'équipement informatique faisait défaut pour suivre les cours en ligne, qui ne bénéficiaient pas d'un espace assez grand et tranquille pour se concentrer, ou encore le cas de parents dans l'incapacité d'accompagner leurs enfants dans cet apprentissage à distance.

L'épidémie confirme plus que jamais la nécessité de conjuguer une approche globale de la santé par ses déterminants et une organisation du système de santé capable d'une part, de prévenir et de prendre en charge le développement des maladies chroniques et d'autre part, de réagir de manière rapide et proportionnée à une épidémie infectieuse.

Inégalités économiques, sociales et sanitaires en Seine-Saint-Denis

Conditions de logement:



Surface moyenne par personne

18 m²

pour un quart des foyers de Seine-Saint-Denis

Pourcentage de ménages de trois personnes ou plus

42%

en Seine-Saint-Denis

25 m²

à Paris

22%

à Paris

- La Seine-Saint-Denis est le département comptant le plus de personnes de plus de 65 ans atteintes de pathologies telles que le diabète et les maladies respiratoires chroniques.

- Le département concentre un grand nombre de travailleurs-clés officiant dans les secteurs d'activités essentiels, les plus exposés au contact avec le public: agents hospitaliers, caissiers, vendeurs, livreurs, aide-soignants.

Des relocalisations stratégiques sont nécessaires pour diminuer la dépendance à des chaînes d'approvisionnement mondialisées

La décélération brutale de l'économie liée aux mesures de confinement et de fermeture des frontières a mis en évidence les limites de l'interconnexion généralisée à l'échelle mondiale et les vulnérabilités dont elle est porteuse.

Les pénuries d'équipements de protection, en particulier, ont révélé les inconvénients de la désindustrialisation et les niveaux de dépendance excessive à l'égard des chaînes d'approvisionnement mondialisées (masques chirurgicaux, respirateurs, blouses, etc.), laissant le personnel soignant et les travailleurs de première ligne dangereusement mal équipés au moment du pic épidémique.

De la même façon, les incertitudes quant aux disponibilités alimentaires, qui ont déclenché des mouvements de panique et des scènes de supermarchés pris d'assaut, ont mis en évidence les fragilités générées par un marché alimentaire mondialisé. S'il « y a suffisamment de nourriture dans le monde pour nourrir tout le monde », affirme Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans une tribune du « Monde », « nous devons quand même veiller à ce que la nourriture soit disponible là où

on en a besoin ». Et c'est là que le bât blesse. Les longues chaînes de valeur de l'économie mondialisée ont éloigné lieux de production et bassins de consommation et multiplié les besoins logistiques. Les comportements individuels et les décisions politiques nationales telles que la fermeture de restaurants ou la prise de mesures restrictives en matière de commerce ou de chaînes d'approvisionnement pour garantir la sécurité alimentaire nationale ont des répercussions à l'échelle mondiale.

En 2017, un rapport d'Utopies sur l'autonomie alimentaire des villes alertait sur la faible résilience alimentaire des territoires en France.

Des mouvements de reterritorialisation de l'alimentation s'amorçaient avant la crise liée à la COVID-19, comme en témoigne l'ambition portée dès 2014 par la Ville d'Albi d'améliorer son autonomie alimentaire ou le projet alimentaire métropolitain de Dijon (cf p.55 du cahier #8).

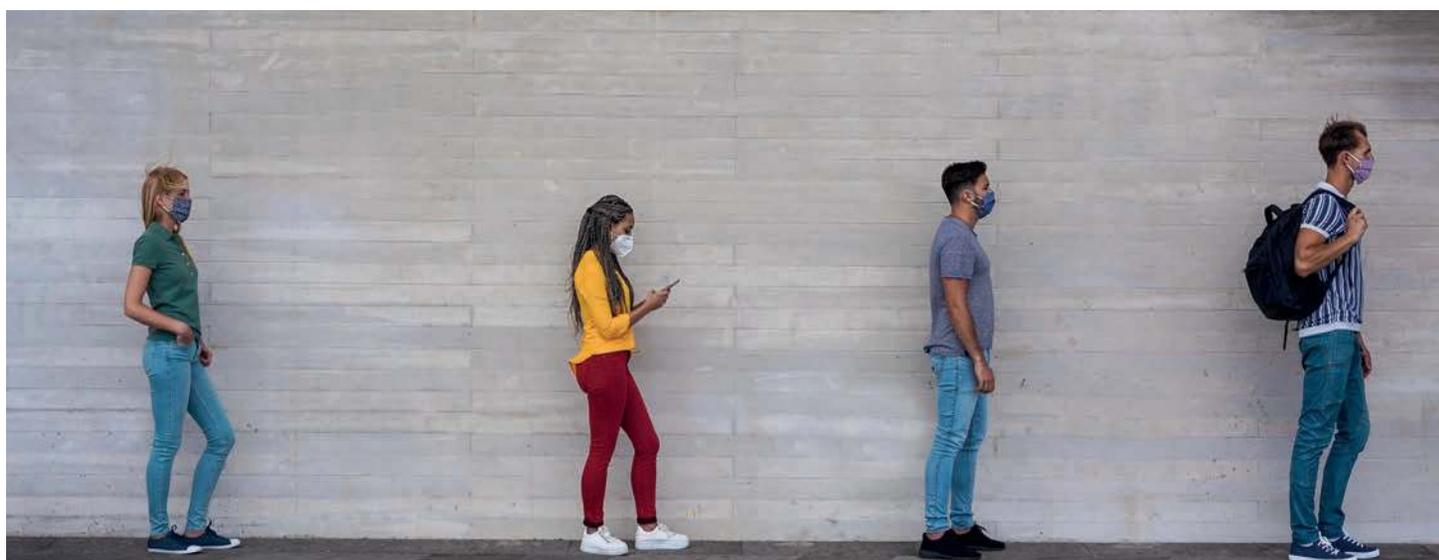
En accélérant la prise de conscience des fragilités d'un système mondialisé, la crise liée à la COVID-19 devrait amplifier ces mouvements de reterritorialisation alimentaire.

Plus généralement, des mouvements de reconfiguration des économies réelles sont attendus avec un retour à des chaînes de valeur régionales et des relocalisations d'industries stratégiques (pharmaceutique, électronique, télécoms, etc.). Au lendemain du déconfinement, en juin 2020, le gouvernement français annonçait ainsi son intention de contrôler sur le sol national l'ensemble de la chaîne de production du paracétamol à un horizon de trois ans.

Une faible autonomie alimentaire des territoires en France

Sur les 100 aires urbaines étudiées, seules 8 dépassaient le seuil de 5% d'autonomie.

En cause l'incohérence d'un système peu territorialisé où 98% de l'alimentation est composée de produits agricoles « importés », tandis que dans le même temps, 97% des produits agricoles locaux sont exportés.



La densité urbaine, facteur aggravant ou facteur de résilience face à l'épidémie ?

La notion de densité a largement alimenté les débats durant la crise : la ville dense favorise-t-elle la transmission du virus ? Intuitivement, il serait tentant de répondre par l'affirmative à cette question en raison de la probabilité plus élevée de contacts interpersonnels.

Pourtant, la corrélation positive entre densité et taux d'infection est loin d'être évidente. Une analyse menée par la Banque Mondiale sur 284 villes chinoises¹ tend même à démontrer le contraire. Le croisement entre nombre de cas confirmés de coronavirus pour 10 000 habitants et densité de population dans chacun des territoires révèle des taux d'infection relatifs plus élevés dans les territoires de plus faible densité qu'à Shanghai, Pékin ou Shenzhen. Plutôt que la densité de population, ce sont la distance et les liens économiques avec les épicentres de l'épidémie (Wuhan) qui expliqueraient les taux les plus élevés.

La capacité à faire respecter le confinement et les mesures de distanciation physique apparaissent donc davantage déterminants que la densité de population dans la diffusion du virus. Or, les villes denses et de grande taille bénéficient d'avantages liés aux économies d'échelle et d'une capacité de réactivité accrue : services de haut niveau facilitant le séjour à domicile (connexion haut débit, livraison à domicile), qualité et taille des infrastructures de soins, capacité à maintenir et réorganiser les services urbains essentiels (eau, assainissement, énergie, déchets, transports), capacité à organiser les solidarités de proximité. Irait-on jusqu'à affirmer que la ville dense serait facteur de résilience face à l'épidémie ? Ce pas à franchir se heurte néanmoins une fois encore à la notion d'inégalités : si les risques liés à la densité peuvent être maîtrisés, la promiscuité au sein de l'habitat et la concentration sur un territoire de travailleurs de première ligne exposés au virus (cf. cas de la Seine-Saint-Denis, p.5) sont, elles, bel et bien des facteurs de transmission.

¹ Source : <https://blogs.worldbank.org/sustainablecities/urban-density-not-enemy-coronavirus-fight-evidence-china>





Ressources

Les collectivités locales ont fait preuve de résilience dans leur gestion de la crise

La crise a été une épreuve de résilience pour les territoires et l'occasion de tester leur capacité à réagir au choc.

Si ce dernier a été brutal, la réactivité a plutôt été au rendez-vous et l'évolution de la crise a finalement désamorcé les craintes voire les mouvements de panique initiaux liés aux risques de saturation des structures hospitalières et de ruptures d'approvisionnement alimentaire et en produits de première nécessité. La crise a même mis en lumière un certain nombre d'atouts que les territoires, notamment urbains, ont pu faire valoir.

Les territoires ont été des acteurs de premier plan dans la gestion de la crise, tant pendant la période de confinement qu'au moment du déconfinement. Dans de nombreuses villes, des cellules de crise opérationnelles se sont organisées à la fois pour gérer la crise actuelle et pour anticiper une superposition potentielle de crises (ex : ruptures d'approvisionnement électrique, exercice du droit de retrait des routiers), ainsi que nous le confiait Célia Blauel, adjointe à la maire de Paris en charge de la prospective Paris 2030 et de la résilience¹.

¹ Source : <https://www.bouygues-construction.com/blog/fr/dossier-special/COVID-19-impacts-confinement/#que-nous-a-appris-la-crise-du-COVID-19-sur-la-resilience-des-territoires>



Exemples de prérogatives des territoires dans la gestion de la crise



Pendant le confinement :

- **assurer** les services essentiels à la population (eau, assainissement, énergie, déchets, police municipale),
- **organiser** les solidarités (aide alimentaire à certaines familles, aide aux sans-abris, garde des enfants des soignants, lien avec les personnes fragiles isolées, besoins de logement divers),
- **équiper** la population (confection de masques).



Au moment du déconfinement :

- **aider** les commerçants et artisans qui souffrent particulièrement de la crise (autorisation d'occupation temporaire de terrasses sur la voie publique pour les cafés et restaurants, structuration de circuits courts),
- **mettre en œuvre** les dispositifs liés à la distanciation sociale dans l'espace public (aménagement de pistes cyclables temporaires),
- **assurer** la reprise de l'école.



L'intelligence des territoires repose aussi sur l'agilité sociale et la capacité des acteurs à initier des dynamiques collectives inédites

Selon Stéphane Cordobes, chercheur associé à l'École urbaine de Lyon, que nous avons interviewé à ce sujet, au-delà de la mobilisation des collectivités locales et de leurs élus dans la gestion de la crise, l'intelligence des territoires repose également sur la mobilisation horizontale de la société civile, des élus de proximité et de leurs techniciens, ainsi que des acteurs économiques locaux soutenus par les aides d'État.

C'est donc à la fois dans la capacité des villes à gérer et à ré-organiser les fonctions et services essentiels, dans celle de l'ensemble des acteurs à se mobiliser collectivement et avec agilité sociale autour d'un objectif commun et dans la capacité à continuer à « faire société » (par le biais de moments de convivialité depuis les fenêtres ou balcons par exemple) que s'est organisée la réponse à ce temps hors du commun.

L'un des enjeux à venir sera la capacité à valoriser et à consolider les solidarités révélées par la crise. C'est d'ailleurs l'un des objectifs de la Mission Résonance, initiée

par l'Agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours suite à la crise. En interrogeant des acteurs du territoire de tous horizons sur leurs perceptions et propositions, l'Agence entend identifier les réseaux et les coopérations parfois inédites qui se sont tissés au plus fort de la crise afin d'accompagner ces initiatives et de les pérenniser. Si la période de confinement a été peu propice au « vivre ensemble », elle a en revanche été le terreau d'un « faire ensemble » porteur de belles perspectives.



Exemple d'initiative

De nombreuses initiatives ont émergé pendant la crise sanitaire, témoignant de la réactivité de la société civile et de la capacité à engager des transformations en faveur de la résilience.

C'est le cas de l'appel à la création d'un Marché d'Intérêt Métropolitain (MIM) lancé par des acteurs de la société civile lyonnaise. Ce marché prendrait la forme d'une société coopérative d'intérêt collectif où seraient associés collectivités, acteurs de l'alimentation durable, producteurs et consommateurs afin d'augmenter l'autonomie alimentaire du Grand Lyon et de soutenir l'émergence d'un système alimentaire territorial durable.

“

Ces collectifs et chaînes, construits ou révélés pour faire face à l'urgence sont en effet des processus de territorialisation à part entière qui sont très intéressants, pour parer à la crise bien sûr, mais aussi, si l'on parvient à entretenir voire intensifier ces dynamiques, pour construire l'avenir. C'est aussi dans cette mobilisation que pourrait se jouer le monde d'après, autrement plus porteuse qu'une autre tendance plus inquiétante qui s'est également manifestée durant cette crise de repli sur soi, d'érection de frontières, de vidéo-surveillance, de contrôle... Selon moi, la véritable intelligence des territoires se joue plus dans ces dynamiques collectives situées que dans l'emprise des techno-pouvoirs. Après tout, c'est fondamentalement cela « faire territoire ».

”

Stéphane Cordobes,
Chercheur associé à l'École urbaine de Lyon



Usages

Les mesures de confinement prises face à la diffusion pandémique du virus, plus ou moins strictes selon les pays, ont bousculé comme jamais nos habitudes et modes de vie. Jusqu'à faire émerger, massifier ou révolutionner certains usages ?

Améliorer l'expérience des usages essentiels et simplifier le quotidien

Mobilité réduite aux déplacements de proximité et essentiels, 23h sur 24 passées au sein de son logement : la période du confinement a bouleversé le rapport au temps et à l'espace pour une grande partie de la population. Cet espace de vie réduit auquel nous avons été contraints, qui vient contrarier notre nature d'être de mouvement, a favorisé une grande introspection sur nos modes d'habitat.

Dans ce contexte, les insatisfactions liées à des logements exigus ou inadaptés aux besoins, à un accès limité à la nature ou à un manque d'espaces extérieurs ont été exacerbées. Elles ont rendu criants les besoins de logements de qualité et de résolution des tensions entre densité et qualité de vie.

Au-delà du confort et du cadre de vie, c'est la valeur d'usage du logement qui a alimenté les débats dans un contexte d'hybridation des usages amplifiée au sein du logement : télétravail, éducation à distance, téléconsultation médicale, pratique sportive, auto-production (alimentation, énergie, artisanat) ou transformation (cuisine, bricolage), etc. Une bonne connectivité, la capacité à moduler ou à réorganiser l'espace pour ces différents usages, voire la capacité à accéder à une certaine autonomie ont joué un rôle crucial dans le vécu de cette période.

Critères d'appréciation d'un logement jugés plus importants suite au confinement¹

Balcons, terrasses, jardins critère n°1 pour

66% des répondants

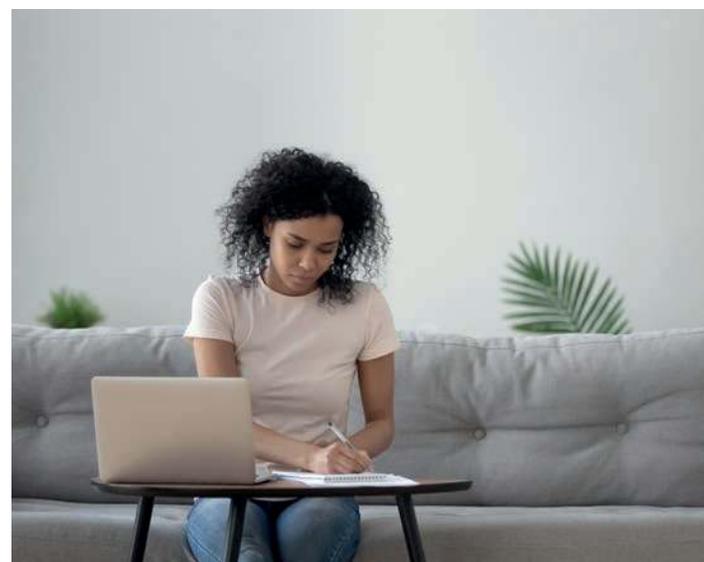
cité par

81% des répondants

Ces besoins devraient perdurer et s'amplifier, en particulier ceux liés à l'essor du « à distance », sans conteste l'une des tendances majeures associée à la période de confinement. Facteur clé du maintien des activités, les outils numériques ont passé le test de la crise et prouvé leur efficacité pour différents usages (travail, formation, consommation, soins). Un changement d'échelle s'est opéré grâce à l'adhésion de nouveaux convertis et à l'appropriation accélérée de ces outils. Au-delà du temps de la crise, ils devraient continuer de séduire par l'alternative qu'ils représentent face à des mobilités subies et par leur capacité à mettre en lien un collectif.

Comment l'essor de ces nouvelles pratiques à distance peut-elle s'incarner dans les projets d'aménagement et les produits immobiliers ? Il est d'ores et déjà acté que certains secteurs vont prendre de l'ampleur, à l'image de la logistique, dont le rôle a explosé pendant la crise, à tel point que les opérateurs plaident désormais pour un classement de la chaîne logistique alimentaire comme opérateur d'importance vitale.

Les enjeux environnementaux liés au développement des systèmes logistiques seront d'autant plus cruciaux. Les efforts se concentreront sur le rapprochement des plateformes logistiques des lieux de consommation, ce qui devrait renforcer l'offre immobilière apportée par les nouveaux espaces logistiques urbains (espaces urbains de distribution, espaces urbains de livraison, plateforme urbaine de distribution).



¹Source : Sondage BNP Paribas, avril 2020

Les trajectoires sont plus incertaines concernant le secteur tertiaire. L'expérience de télétravail généralisé (pour les professions avec lesquelles ce mode de travail est compatible) marquera probablement en profondeur les futurs modes d'usage de l'immobilier tertiaire. La diffusion du télétravail et l'adoption des nouvelles technologies collaboratives qui ont prouvé leur efficacité pourraient réduire les taux d'occupation des bureaux et dans le même temps, renforcer le besoin en sièges sociaux « vitrine » des valeurs de l'entreprise et capables de fédérer un collectif autour de la culture d'entreprise : le bureau devra faire la démonstration de sa valeur ajoutée en matière d'image, de performance, d'attractivité et de socle pour les relations sociales au sein de l'entreprise. Les entreprises pourraient opter pour plus de flexibilité, consacrant le *workplace as a service* et diversifier leurs positions immobilières à la faveur du *coworking*.

Ralentir

La période du confinement a été synonyme d'une forte restriction des libertés liée aux limitations de déplacement, de consommation et de rencontre. Si une partie de la population a extrêmement mal vécu cette situation, certains ont vu dans ce temps suspendu l'opportunité de faire une pause, de se recentrer sur soi et de ralentir le rythme de nos vies contemporaines. Les activités de loisirs ou du quotidien qui ont marqué cette période (cuisine, bricolage, jardinage, tri, rangement, grand ménage, lecture, visionnage de contenus vidéos, prise de nouvelles des proches, etc.) ont nourri une forme de résilience psychologique face à la crise, voire été source de bien-être pour certains.

Selon l'enquête « COVID-19 : Le Jour d'après » réalisée par l'Obsoco pendant le confinement, 56 % des Français interrogés estimaient que leurs habitudes allaient changer une fois que la pandémie serait passée. Si l'impact à long terme sur les usages est difficilement prévisible, les réactions au moment de la crise et les inflexions décelées dans les pratiques dessinent des trajectoires possibles. C'est le cas des pratiques de mobilité, qui ont connu de nombreux soubresauts et revirements en fonction des temporalités de la crise :

- **Pendant la période de confinement :** circulation automobile réduite aux fonctions vitales, transports en commun « réservés » aux travailleurs de première ligne et mobilité réduite à une heure de marche quotidienne pour la majeure partie de la population ;
- **Au moment du déconfinement :** maintien des pratiques de démobilité (grâce au recours au télétravail notamment), méfiance vis-à-vis des transports en commun, crainte d'un accroissement de l'usage de la voiture individuelle par souci de sécurité sanitaire, développement des modes actifs (marche, vélo, trottinette, etc.) soutenu par l'aménagement d'infrastructures temporaires dédiées et les aides à l'achat de vélo des collectivités et du gouvernement.

S'il est probable que la crise sanitaire infléchisse les pratiques de mobilité (vers plus de démobilité, de modes actifs et peut-être plus de voiture individuelle) plus qu'elle ne les révolutionne, l'expérience du confinement aura surtout plaidé en faveur d'une décroissance des mobilités : rendue possible par la maturité du « à distance » et libérant du temps, elle est une des réponses à cette aspiration croissante au ralentissement des rythmes de vie.

L'essor du « à distance » a également favorisé l'un des autres phénomènes majeurs observés au moment du confinement : un exode urbain massif qui aurait poussé 1,2 millions de Franciliens à quitter leur région vers la province. Si l'on a pu y voir les prémices d'un rééquilibrage démographique des territoires, les réalités constatées à l'issue du déconfinement sont moins tranchées. Selon les premiers chiffres des agences immobilières, les intentions d'achat de résidences secondaires ou de « changement de vie » visibles par l'augmentation des visiteurs se sont pour l'instant peu concrétisées dans les actes et les habitants des grandes agglomérations recherchaient plus des villes de plus petite taille que la campagne ou le littoral.

L'essor du « à distance »

Téléconsultations facturées à l'Assurance Maladie

- 486 000 pendant la 1^{ère} semaine de confinement
- 10 000 par semaine avant le confinement

74 % des praticiens pensent poursuivre l'utilisation de la consultation vidéo après l'épidémie¹

19 % des Français ont acheté une nouvelle catégorie de produits en ligne pendant le confinement²

En Chine, 89 % des consommateurs souhaitent désormais effectuer plus fréquemment des achats online de produits frais et de première nécessité³

Intentions de télétravailler à l'avenir⁴ :

	Télétravailleurs « expérimentés »	Nouveaux télétravailleurs
De manière ponctuelle	39 %	52 %
De manière régulière	59 %	28 %
Pas de télétravail	2 %	20 %

¹ Source : Doctolib

² Source : YouGov pour Keley Consulting

³ Source : Nielsen

⁴ Source : Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail), Juin 2020

Produire et consommer local

Ateliers locaux de fabrication de masques en tissu, achats de proximité, achats de produits en circuits courts privilégiant les petits producteurs : pendant la période de confinement, le local a été à l'honneur dans les modes de production et de consommation.

L'enquête « Manger au temps du coronavirus » menée par le cabinet Terralim et des unités de recherche d'Agrocampus Ouest a ainsi fait état de demandes jusqu'à dix fois supérieures à l'offre, notamment pour les produits frais, durant cette période. Pour Yuna Chiffolleau, chercheuse à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) de Montpellier, interviewée par Ouest France, le succès des circuits courts a tenu à plusieurs facteurs :

- **Besoin** des consommateurs de transparence et d'être rassurés quant à l'origine des produits et à leur circuit ;
- **Solidarité** envers les producteurs locaux affectés par la fermeture des restaurants, cantines scolaires et marchés ;
- **Volonté** de se tourner vers des produits frais et diversifiés dans un souci d'alimentation saine.

Selon un sondage réalisé pour Engie Solutions sur la sortie de crise, 60% des Français souhaitent modifier leur manière de consommer en privilégiant les achats locaux et en circuits courts. Si les ventes ont baissé à l'issue du déconfinement, les premiers témoignages de producteurs font état de niveaux globalement plus élevés qu'avant la crise, indiquant que les circuits courts n'ont pas été une simple solution de repli pour éviter les grandes surfaces. Amap, boutiques de producteurs, drives fermiers, commandes en ligne, halles alimentaires ont de beaux jours devant eux. Reste à résoudre l'équation d'un modèle logistique des circuits courts pour accompagner la demande croissante tout en maîtrisant l'impact carbone.





Modèles

Les villes que nous connaissons aujourd'hui ont été en partie forgées par la lutte contre les épidémies de maladies infectieuses. Au sortir de l'épidémie de choléra de 1832 qui faisait 19 000 victimes en quelques mois à Paris, la loi de 1850 sur les logements insalubres instaurait de nouveaux dispositifs (fenêtres plus larges) visant à faire entrer la lumière et permettre une meilleure circulation de l'air. Cette rencontre entre la doctrine médicale hygiéniste et l'urbanisme a connu son apogée avec les grands travaux haussmanniens :

- **Percements et îlots à cour pour ventiler et aérer la ville;**
- **Parcs et espaces verts pour apporter de l'oxygène;**
- **Réseaux d'adduction d'eau et d'égouts pour assainir la ville.**

Loin de cette vision hygiéniste, la crise sanitaire liée à la COVID-19 est l'occasion de réinterroger nos modèles urbains, nos objectifs et les outils dont nous disposons pour les mettre en œuvre.

Une ville résiliente et vivable

La notion clé de résilience s'est imposée durant cette période. Déjà présente dans la réflexion de certaines villes avant la crise (ex : Paris), elle infuse désormais tous les territoires. La ville doit être résiliente, capable de réagir face à tout type de crise ou de choc et à les surmonter durablement en rétablissant un équilibre. Réinterroger la ville sous l'angle de la résilience amène nécessairement de nouveaux modes de gouvernance et d'action : stratégies transversales pour s'adapter aux défis de notre siècle (notamment l'adaptation de la ville au changement climatique), mobilisation de l'intelligence collective et des habitants comme acteurs de la résilience, coopérations territoriales renforcées et reterritorialisation (pour sécuriser les approvisionnements en eau, énergie et alimentation), culture de la gestion de crise avec une attention particulière portée aux personnes sensibles et vulnérables, etc.

L'exode urbain massif de la période du confinement a rappelé de façon implacable les inconvénients de la ville dense, comme le formule Célia Blauel : *« ce n'est pas un sentiment d'insécurité qui a poussé certains habitants à quitter Paris, mais la fermeture des terrasses, restaurants, cinémas, théâtres, etc. Une fois ces lieux clos, les points faibles de la capitale sautent aux yeux : trop de béton, manque d'espaces verts, de lieux partagés. »*

Nature en ville, développement des mobilités douces et réduction de la place de l'automobile, essor de l'agriculture et de l'agro-écologie urbaine (intégration au paysage urbain de l'ensemble des techniques de production respectueuses de l'environnement), solidarités et usages de proximité : ces ingrédients de la ville vivable et apaisée étaient déjà au cœur des politiques urbaines avant la crise sanitaire. Ils resteront le moteur des transformations urbaines à venir mais pourraient bénéficier d'une nouvelle grille de lecture à l'aune du concept d'urbanisme favorable à la santé : selon quelles modalités ces piliers peuvent-ils répondre aux enjeux de santé de la population d'un territoire donné et intégrer la programmation d'un quartier, d'un îlot ou d'un bâtiment ?



L'avènement d'une approche temporelle de l'urbanisme pour veiller aux équilibres locaux

Comment adapter les villes et rendre possible la distanciation physique dans la ville dense au moment du déconfinement ? Pour relever ce défi, les villes ont eu recours à des modes d'action urbaine agiles qui ont prouvé leur efficacité dans la gestion de la crise :

Mode d'action

Exemple d'application

Urbanisme tactique :

aménagements temporaires qui utilisent du mobilier facile et rapide à installer pour signaler les changements dans l'aménagement d'une rue, d'une intersection ou d'un espace public et guider le comportement des usagers

- **Pistes cyclables éphémères**
- **Neutralisation de places de stationnement** pour élargir les trottoirs au profit des terrasses de cafés et restaurants ou des entrées de magasins
- **Abaissement temporaire de la limitation de vitesse** de circulation automobile et partage de la chaussée dans les lieux concentrant piétons et cyclistes

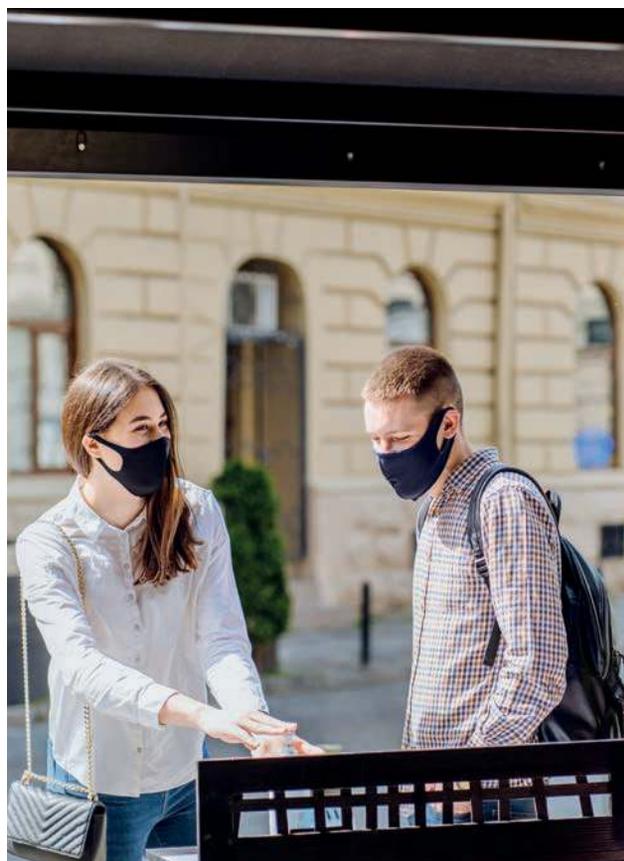
Chrono-urbanisme :

Modulation des temporalités de la ville pour décongestionner les espaces

- **Imposition de plages horaires** limitant la durée des sorties et la pratique sportive
- **Fermeture de rues à la circulation** à certains horaires pour permettre l'extension de terrasses de restaurant
- **Lissage des heures de pointe** pour éviter les pics de charge dans les transports en commun

La crise remet donc sur le devant de la scène une approche temporelle de l'urbanisme qui a déjà fait florès par le passé sous la forme de Bureaux des temps ou de missions « Temps urbains ».

Quelles que soient les notions (tactique, temporaire, réversible, transitoire, éphémère, chrono), l'objectif est d'observer les usages pour repérer des potentiels d'intensification, de désaturation ou d'adaptation et de les organiser en veillant aux équilibres locaux. Cette approche s'est révélée efficace en temps de crise par sa capacité à accompagner une évolution rapide des usages sur un temps court, qui vient s'articuler avec le temps plus long du projet d'aménagement ou du projet immobilier. Elle sera probablement l'une des clés pour relever les défis qui nous attendent, notamment celui de concilier densité et qualité de vie. Pour être viable, cette approche devra néanmoins viser le respect des rythmes des usagers et des équilibres locaux plutôt qu'une hyper-optimisation des bâtiments et des infrastructures.



La « smart city » sort-elle renforcée de la crise sanitaire ?

Si la crise vient globalement renforcer les modèles urbains existants ou émergents, elle semble aussi nourrir les clivages existants autour de certains concepts.

C'est le cas de celui de « smart city », dans son acception technologique, qui renvoie plus largement à l'usage de la data. Là où certains louent l'utilité de la « smart city » dans la gestion de la crise c'est le cas de Dijon Métropole qui a ajouté à son poste de pilotage centralisé un service supplémentaire de numéro vert accessible 7 jours sur 7, 24h sur 24, permettant aux habitants d'appeler pour des problèmes de toute nature, à l'exclusion d'urgences médicales. Selon les services, le dispositif aurait facilité la coordination et réduit les besoins de mobilisation du personnel et donc leur exposition au virus, d'autres pointent la surveillance et la gestion de données de masse comme une privation de liberté et une atteinte à la vie privée et s'inquiètent de la diffusion de ces dispositifs à la faveur de la crise sanitaire.

En France, ce sont l'analyse volumétrique de données dans le cadre d'une coopération entre Orange et l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) pour analyser les mouvements de population et surtout, l'application de traçage Stop Covid qui ont suscité le débat : la mise en évidence par des chercheurs en cryptographie d'une collecte de données plus large qu'annoncée initialement semble confirmer les craintes de ses détracteurs. Si l'on est encore loin des dispositifs de suivi massif des personnes infectées ou susceptibles de l'être mis en œuvre en Corée du Sud ou en Chine, la crise sanitaire pourrait renforcer l'appétence pour les dispositifs de traçage et de vidéosurveillance et nourrir la dynamique des « safe cities » qui a déjà conquis certaines villes (Nice, Marseille, Saint-Etienne).

Quelle que soit la place de la technologie, la ville intelligente reposera avant tout sur la mobilisation de ses acteurs et de ses citoyens qui ont montré pendant la crise leur capacité à s'organiser et à assurer les soins et les solidarités pour résister à la COVID-19.



Cahiers de tendances

- #1 Temps libre et dynamique urbaine
 - #2 Oser la mutualisation dans le logement social
 - #3 Ville numérique, ville humaine
 - #4 Bien vieillir chez soi
 - #5 Nouveaux modèles de campus pour une société apprenante
 - #6 Habiter demain
 - #7 Villes & Mobilités, réinventer les proximités
 - #8 Des territoires favorables au bien-être et à la santé
-



linkcity



Shared innovation

Linkcity

www.linkcity.com

@LinkCity

Bouygues Énergies & Services

www.bouygues-es.fr

@Bouygues_ES

Bouygues Construction

1, avenue Eugène Freyssinet - Guyancourt
78061 - Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex - France
Tél: +33 (0)1 30 60 33 00

www.bouygues-construction.com

www.blog.bouygues-construction.com

@Bouygues_C